

Jean-Louis BENOÎT

Agrégé de l'Université, Docteur ès lettres, Maître de conférences, retraité.

(2006)

# “Réflexions sur le 11 septembre”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Louis Benoît

“**Réflexions sur le 11 septembre**”. St-Aubin, France, le 11 septembre 2006.  
Texte inédit.

L’auteur, Jean-Louis BENOÎT, professeur agrégé, docteur ès Lettres, enseignant en Classe Préparatoire aux grandes Ecoles (e.r.) a consacré l’essentiel de ses recherches à l’œuvre d’Alexis de Tocqueville, il a publié livres et articles et organisé des colloques consacrés à l’auteur de La Démocratie en Amérique. Il nous a accordé le 9 novembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement ce texte.



Courriel : [BENOITJLM@aol.com](mailto:BENOITJLM@aol.com)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 2 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



## Table des matières

[Introduction](#)

[Les mensonges de Bush et Blair](#)

[Le discours de la guerre : le double anathème](#)

[Le beurre, les canons, le business](#)

[La question de l'armée, la prise du pouvoir par le lobby pétroléo-militaro-industriel](#)

[L'avertissement d'Eisenhower](#)

[En guise de conclusion](#)

Jean-Louis Benoît

“**Réflexions sur le 11 septembre**”.

St-Aubin, France, le 11 septembre 2006. Texte inédit.

## Introduction

*Si les démocraties périssent, ce sera par l'armée ... Tous ceux qui cherchent à détruire la liberté dans le sein d'une nation démocratique doivent savoir que le plus sûr et le plus court moyen d'y parvenir est la guerre. Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique (1840), Troisième partie).*

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis commémorent le cinquième anniversaire du 11 septembre et les démocraties du monde entier sont aujourd'hui interpellées par l'ampleur de la tragédie qui s'est déroulée alors. Chacun ne peut que dénoncer les actes criminels perpétrés ce jour-là et condamner le terrorisme international, mais il importe également de tenter de comprendre la nature du processus qui s'est mis en place afin de mettre un terme à la violence, sauf à admettre qu'il ne soit pas possible de remédier à l'escalade comme le pensent les lecteurs du *Choc des Civilisations* de Samuel Huntington ; dans ce cas les lendemains qui nous attendent seront dramatiques.

Depuis cinq ans, de nombreux articles, ouvrages, des films et des émissions télévisées ont mis en évidence une partie des zones d'ombre d'un dossier qui demeure malgré tout confus. Comment expliquer

vraiment la carence des services de renseignements américains qui avaient été avertis mais n'ont pas agi en conséquence ? Richard Clarke, chargé de la lutte anti-terroriste à Washington a rapporté, en 2004, comment, avant le 11 septembre, sur cent réunions du cabinet Bush, une seule a porté sur le terrorisme ; depuis sa première élection, en 2000, le président se refusait à entendre les avertissements concernant une menace terroriste ; il n'avait qu'une obsession : l'Irak.

Quelle place ont tenu, dans la montée en puissance de Ben Laden, les liens qui l'unissaient à la famille Bush, ceux qui existaient entre les pétroliers américains et les membres des familles princières d'Arabie qui finançaient les groupes terroristes saoudiens ? Les zones d'ombre sont nombreuses et troublantes ; comment faire le point sur toutes les informations contenues dans les livres ou sur les sites Internet qui alimentent la théorie du complot sans qu'il soit possible de cerner exactement le rôle exact et les véritables responsabilités de chacun.

Ben Laden juge que l'installation des Américains sur le territoire saoudien, depuis la première guerre du Golf, constitue un sacrilège absolu qui justifie à ses yeux toutes les actions qui doivent aboutir à chasser les intrus des lieux saints, en l'occurrence tout le royaume saoudien. Si rien absolument ne peut justifier humainement les actes terroristes, il n'en est que plus absolument nécessaire d'en trouver les origines comme ont tenté de le faire, le 10 septembre dernier, les invités de Serge Moati sur la Cinq. Essayant de dégager les causes de ce gigantesque attentat. Jack Lang et Édouard Balladur pensaient à juste titre qu'aucun équilibre ne pourra être trouvé sans réunir autour d'une table de négociation tous les pays concernés : Liban, Israël, Palestiniens [auxquels il faut donner les moyens effectifs de constituer un État viable], Syrie, ainsi que les pays arabes, mais il faut également arriver à une véritable discussion avec l'Iran.

Depuis soixante ans, faisait justement remarquer Balladur, d'accord sur ce point avec Jack Lang, on a essayé tous les autres moyens sans jamais parvenir à aucun arrangement sans instaurer une paix durable dans la région. Il faut donc entreprendre une discussion-négociation globale, sans verser dans l'angélisme, qui consisterait à penser qu'on puisse supprimer absolument le terrorisme. On peut estimer que

seul un tel engagement des dirigeants politiques responsables réduirait significativement les facteurs de tension. La fin des oppressions, des atteintes aux droits et à la dignité des individus et des peuples jouerait un rôle pacificateur et devrait permettre de réduire et marginaliser le terrorisme <sup>1</sup>.

A l'inverse, l'action politique menée depuis cinq ans par Bush, Blair, Sharon et ses successeurs, a largement contribué à rendre le monde plus dangereux. L'invasion de l'Irak a constitué un acte de piraterie et Colin Powell vient, enfin, d'écrire au Comité de Défense : « *Le monde est en train de commencer à douter de nos valeurs morales dans notre combat contre le terrorisme* ». Bush, le pétrolier texan entendait d'abord, et quasi exclusivement, quoi qu'en disent des spécialistes autoproclamés de la géostratégie des néocons, mettre la main sur les réserves pétrolières de l'Irak, les deuxièmes du monde. S'il avait visé, comme il l'affirmait, au seul renversement de Saddam Hussein et à l'instauration de la démocratie, il n'avait qu'à saisir l'opportunité qui s'offrait à lui, en passant le relais à l'ONU après la chute de Bagdad, mais là n'était pas son objectif.

On ne fait pas la paix tout seul, mais avec ses ennemis affirmait justement Isaac Rabin. L'action de Sharon, sa dénégation d'autrui, la destruction systématique par l'armée israélienne des infrastructures de Gaza, puis en août dernier, celle du Liban par le gouvernement Olmert, sont des actes de guerre qui ne mènent qu'à la guerre. L'affaiblissement du Fatah d'Arafat et l'appui apporté en sous main au Hamas, contre le Fatah a abouti, logiquement, à la victoire du Hamas qui a eu pour conséquence de reculer encore toute perspective de paix. Une fois encore, la politique du pire s'est révélée la pire des politiques.

---

<sup>1</sup> Le lecteur peut, dans cette optique, se reporter à l'émission : *La fabrique de l'Histoire/Mécaniques terroristes* diffusée sur France Culture le 22.09.2006.

## Les mensonges de Bush et Blair

[Retour à la table des matières](#)

Le 8 septembre 2006, le Sénat américain a publié un rapport qui réduit à néant les justifications de la guerre en Irak avancées par Georges Bush. Le plus surprenant dans l'affaire réside moins dans cette constatation que dans le fait qu'il ait fallu cinq ans aux sénateurs des États-Unis pour arriver à cette conclusion patente depuis le début.

Tous ont menti dans cette affaire : les services secrets, dont l'incurie (même si on ne va pas jusqu'à la théorie du complot) a permis cet attentat, Bush, Colin Powell exhibant ses petits flacons devant l'assemblée générale des Nations Unies, et ce manipulateur de Tony Blair.

Les mensonges, les tortures, les humiliations, la mort de dizaine de milliers d'Irakiens sont des crimes. Les atteintes portées à la démocratie par des démocraties, au nom de la lutte contre le terrorisme, relèvent également de la terreur criminelle.

Les duettistes B & B, Bush et Blair, son fidèle second, ces pseudo défenseurs de la démocratie, lui ont porté là les coups les plus sérieux : Blair, en entraînant son pays dans une guerre dont il ne voulait pas ; Bush en utilisant toute la panoplie des mensonges et les manipulations concoctées par ses spin-doctors et néocons, pour justifier l'invasion de l'Irak, ils devaient, disaient-ils, détruire les armes de dissuasion massive, lutter contre le terrorisme et restructurer le Moyen-Orient afin d'y implanter la démocratie.

Mensonges éhontés : les armes de destruction massive n'existaient pas, pas plus que les liens de Saddam avec le terrorisme, quant à la création d'un nouvel équilibre politique et démocratique au Moyen-Orient, on se demande aujourd'hui encore qui pouvait y croire, sauf les sectateurs des néocons qui répétaient ces affirmations. Comme les augures de l'Antiquité prédisant l'avenir, ils devaient éviter de se croiser en proférant de telles obscénités, afin de ne pas éclater de rire.

Mais ils ont bénéficié du soutien de la presse et des médias des États-Unis, quasi unanimes, qui leur ont servi de relais, tant il est vrai que, comme disait cet autre grand démocrate qu'était Goebbels : plus c'est gros, plus ça passe !

Aujourd'hui les choses ont évolué ; l'Irak qui ne jouait aucun rôle dans le terrorisme international est devenu selon l'expression employée par un analyste, une pompe aspirante et refoulante de terroristes avérés introduisant leurs méthodes - dont les attentats suicides - en Irak puis, désormais, en Afghanistan, qui connaît désormais ce type d'actions qui ne faisaient pas partie précédemment des méthodes utilisées par les Talibans.

L'Irak est désormais une pépinière pour le terrorisme et la situation du pays est pire qu'elle n'était il y a cinq ans. Non seulement la guerre civile et religieuse s'est installée, mais encore, comment croire que le massacre de milliers d'Irakiens, victimes des dommages collatéraux occasionnés par les armées d'occupation, pourrait ne pas donner le goût de la vengeance ou du martyr à des hommes qui n'avaient pas précédemment vocation de terroristes. De même, quels peuvent être, au Liban, les sentiments de ceux qui voient une partie de leur pays détruit, ses infrastructures anéanties et qui ont perdu des proches qui voulaient vivre en paix ?

Aujourd'hui, pour tenter de ne pas perdre les élections à mi-mandat, Bush, son entourage et son administration reprennent la même stratégie : « *Le thème choisi, comme en 2004, est la menace terroriste. George Bush a pris ses adversaires de court en entamant, dès la fin du mois d'août, un marathon "sécuritaire". En sept jours, il a déjà prononcé quatre discours centrés sur l'Irak, les "succès" de la guerre antiterroriste, la protection du pays et le jugement des détenus de Guantanamo.[...]* »

*Accusé d'avoir outrepassé les pouvoirs présidentiels au nom de la lutte antiterroriste, M. Bush a besoin de soutien. Il demande au Congrès de valider ses décisions, aussi bien sur le programme d'écoutes téléphoniques clandestines opérées par la National Security Agency (NSA), pour laquelle il a réclamé, jeudi, des "pouvoirs supplémentai-*



*res", que sur les tribunaux militaires appelés à juger les détenus de Guantanamo »<sup>2</sup>.*

Ils osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît !

Pourquoi, en effet, Bush ne ferait-il pas preuve d'autant d'impudence que lors de l'élection présidentielle ?

Dans la campagne de 2004, Karl Rove, le grand manipulateur, a une fois encore bénéficié de la complicité des médias, ce qui lui a permis de renverser l'ordre valeurs : Kerry qui s'était conduit héroïquement au Vietnam, s'est vu accuser de lâcheté, alors que Bush, embusqué aux États-Unis, dans la compagnie « Champagne », endossait les vêtements d'un chef de guerre !

## Le discours de la guerre : le double anathème

[Retour à la table des matières](#)

La première élection de Bush a été volée estime, sans doute à juste titre, une majorité de citoyens des États-Unis. Le 11 septembre 2001, à l'annonce de la nouvelle, Bush demeura pétrifié, ce qui se comprend, plus surprenant demeure cependant le vide sidéral du regard de celui qui allait se transformer en chef de guerre, en patron de la croisade contre *les forces du mal*.

Discours d'un autre temps ? Pas vraiment pour la droite américaine dont les discours actuels relèvent de cette rhétorique qu'on croyait archaïque ! Le fondamentalisme musulman tient, il est vrai, le même langage, le même discours. C'est normal, c'est le discours le plus facile à faire, le discours archaïque qui conduit au carnage et auquel il est difficile de résister car qui ne lui obéit pas est considéré comme un traître, un complice. D'ailleurs ces deux champions de la diabolisation croisée s'entendent comme larrons en foire, hier pour faire des affaires et depuis lors pour se justifier mutuellement. Ben Laden est intervenu lors de la campagne présidentielle de 2004, provoquant la baisse des

---

<sup>2</sup> In *Le Monde*, 10 septembre 2006.

votes en faveur de Kerry et remettant en selle son vieux complice. Pour la commémoration du 11 septembre, c'est Al-Zawahiri qui reprend les mêmes incantations et anathèmes permettant, une fois encore, à Bush de reprendre le même argumentaire : pour que ses concitoyens votent bien, il faut qu'ils aient peur. Les officines des services britanniques ne sont pas en reste, le dernier complot mis à jour pourrait n'être qu'un effet d'annonce, un pétard mouillé.

L'affaire ne redonne guère de couleurs à celui qui se voulait un nouveau Churchill et qui aura persisté dans l'erreur jusqu'au bout, se ralliant une fois encore à la position belliciste de Bush, soutenant Olmert et les chefs de l'armée qui avaient assuré à celui-ci qu'il lui suffisait de leur donner carte blanche, qu'il suffirait de quelques jours...

C'est beau le discours de la guerre, c'est simple, rassurant pour les esprits bornés. Il est vrai qu'en 1996, Huntington avait écrit *Le choc des civilisations*, mais il eût été bien inspiré d'en interdire la diffusion à des esprits trop frustrés. Tout ceci comble de satisfaction Ben Laden et les intégristes musulmans : ils disposent là, dans la sottise criminelle des va-t-en guerre, du meilleur allié possible pour atteindre les démocraties dans leurs fondements.

Blair a entraîné son pays dans la guerre contre la volonté de son peuple, qui risque effectivement cette fois de payer très cher les attentats, bien réels ceux-ci, qu'une minorité de fanatiques – qui sont des nationaux - fera tout pour réaliser. Bush décide seul de la guerre, même s'il a eu l'opinion publique du pays – fortement conditionnée par les spin-doctors et les médias – avec lui. Il n'hésite pas un instant à remettre en cause les droits fondamentaux reconnus aux prisonniers par la convention de Genève. On enlève, on torture, on sous-traite avec les nouveaux entrants de Europe qui ont, eux aussi, une vision bien particulière de la démocratie et entendent, comme leur modèle, réintroduire la peine de mort. La démocratie est mise à mal en bien des pays en ce moment, y compris en France <sup>3</sup>, mais elle est singulière-

---

<sup>3</sup> Voir le texte : *Restaurer la démocratie*.

rement malmenée aux Etats-Unis <sup>4</sup>. Les libertés fondamentales sont remises en question par le *Patriot Act* ; la presse et les médias n'ont pas joué leur rôle mais sont devenus pendant cinq ans, même si les choses commencent à changer, les auxiliaires dévoués du régime. Les exactions commises par l'armée sont de fait impunies et pour le pouvoir il est hors de question qu'un soldat des États-Unis puisse avoir à répondre devant un tribunal pénal international.

Aussi le discours de défense des valeurs démocratiques par Bush et Blair [dont il semble qu'il rejoindra le groupe Carlyle dès qu'il aura quitté le pouvoir] relève-t-il de la propagande pure et simple, ils ont, par leurs actions et leurs pratiques été les saboteurs les plus actifs et les plus dynamiques de la démocratie réelle.

Mais il faut aller plus loin pour comprendre ce qui se passe vraiment.

## Le beurre, les canons, le business

[Retour à la table des matières](#)

La chute du mur de Berlin, le choix fait par Gorbatchev de la paix contre la guerre apportait au monde un espoir nouveau.

Avant lui, l'Union Soviétique engagée dans une course aux armements qui la ruinait, ne laissait au pays qu'une alternative simple : la guerre ou l'acceptation de la chute du régime.

Le beurre ou les canons ? En choisissant les canons, le pays s'était ruiné mais les démocraties occidentales n'étaient-elles pas vulnérables, des proies faciles ? Le stratège peut employer ses canons pour aller prendre le beurre qui lui manque ! En Occident, les « stratèges » libéraux de l'époque annonçaient la victoire imparable de l'Union So-

---

<sup>4</sup> Voir à ce sujet l'article remarquable de Theodore Caplow, président-fondateur de la Tocqueville Society : *Le Leviathan passé au crible, une évaluation de l'État américain au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle*, In La Revue Tocqueville / The Tocqueville Review, vol XXII n° 1, 2001, pp. 13-44.

viétique ; Jean-François Revel écrivait : *Comment les démocraties finissent* ; on annonçait dans les gazettes que les 50000 chars soviétiques seraient à Strasbourg en deux jours, à Paris en trois jours. Les sondeurs sondaient : « *Que faire si/quand l'armée Rouge sera arrivée à Strasbourg ?* » Deux Français sur trois étaient d'avis qu'il fallait, comme en 1940, demander l'armistice ...!

Brejnev et ses successeurs auraient peut-être succombé à la tentation d'utiliser les régiments de chars pour aller faire leurs provisions, mais leur aventure afghane <sup>5</sup> commencée le 25 décembre 1979 – dans laquelle Georges Marchais voyait une libération pour les femmes de leur situation médiévale, quel poète ! – devait ralentir leur intention d'aller plus loin.

Mais les stratèges Russes, spécialistes des échecs, eurent l'idée – qui faillit réussir – de faire échec et mat sans tirer un coup de feu, classique ou atomique, en déployant les SS 20. L'idée était excellente, elle devait toutefois se solder par un revers sans précédent avec le déploiement des missiles Cruise et des missiles de croisière voulu par Reagan, soutenu en cela par Mitterrand, qui n'oublia pas de faire remarquer aux opposants à ce déploiement que si les pacifistes étaient à l'Ouest, les missiles étaient à l'Est ! Il fallait donc déployer les missiles de croisière pour pouvoir les retirer ensuite, conjointement avec les SS 20.

Il ne restait donc à l'Union Soviétique, puisque son économie était exsangue, qu'à rentrer en guerre ou à admettre l'implosion du système. Gorbatchev choisit la paix, ce qui conduisait nécessairement à la chute du régime. Ce choix ne lui a pas encore été pardonné par ceux qui ne disposaient que d'un faible minimum, mais garanti (logement médiocre, travail mal payé, soins médicaux), et qui du jour au lendemain se retrouvaient totalement démunis.

Le mur de Berlin renversé, le communisme soviétique ayant disparu, et avec lui la séparation du monde en deux blocs. Fukuyama estimait qu'on se dirigeait vers *La fin de l'Histoire*, ce qu'il pouvait con-

---

<sup>5</sup> Avant l'invasion soviétique, l'Afghanistan vivait en paix, les touristes qui ont visité le pays à l'époque peuvent en témoigner.

sidérer alors - quand il publia son ouvrage, en 1992 - comme un passage à la limite de la prophétie de Tocqueville. Les peuples du monde aspiraient au fond, même sans le dire ou le savoir, à marcher ensemble, mais à leur rythme, vers une démocratie de type libéral. Nos analystes distingués ont beaucoup glosé devant tant de naïveté, l'idée était pourtant intéressante et le livre plus intelligent que bien des critiques qu'il a suscitées.

Il était logique d'envisager une diminution significative des budgets militaires et un développement économique à destination de l'ensemble des habitants de la planète et non au seul profit des grands groupes. Une croisade pouvait alors être entreprise contre les maux principaux qui frappent l'humanité : la famine et la désertification, la sauvegarde de la Terre et la lutte contre le sida, et - ce qui est une des clés - engager un vaste programme d'alphabétisation. C'était là - et non pas dans la destruction de l'Irak - la véritable voie qui permettait de conduire à la démocratie, en luttant contre le déséquilibre Nord-Sud, contre la misère et les formes nouvelles d'esclavage et d'oppression. Mais les événements allaient prendre une autre tournure.

## La question de l'armée, la prise du pouvoir par le lobby pétroléo-militaro-industriel

[Retour à la table des matières](#)

Dans la seconde *Démocratie*, Tocqueville consacre cinq chapitres à l'analyse de la question de l'armée dans les pays démocratiques et il démonte avec une rigueur exemplaire le mécanisme qui rend celles-ci dangereuses pour la vie politique. Raymond Aron jugea cette analyse abstraite et sans fondement, en 1967, dans *Les étapes de la pensée sociologique*, alors que la France n'en avait fini avec ses guerres coloniales que depuis cinq ans ! Ces guerres avaient commencé dès le 8 mai 1945 lors de la répression excessivement sanglante du Constantinois, le pouvoir en place était alors celui du gouvernement provisoire. La guerre d'Indochine commença l'année suivante par le bombardement du port de Haiphong le 23 novembre 1946. Comment Aron a-t-il

pu ne pas voir que de 1846, année où Bugeaud était un général quasi factieux en Algérie, jusqu'au putsch de 1961, l'armée n'a pas cessé d'interférer dans la vie politique française : coup d'État de 1851, réalisé par l'armée pour le compte de Louis-Napoléon Bonaparte, affaire Dreyfus, tentative de Déroulède en 1899...

Les États-Unis ont été exempts de telles dérives jusqu'à une période récente, mais depuis peu, surtout depuis le second mandat de Clinton, l'état major s'est posé de façon récurrente la question de savoir jusqu'où il avait à tenir compte des avis et des ordres du pouvoir civil, puisque par définition les militaires savent et les civils ne savent pas ce qu'il convient de faire <sup>6</sup>.

Aux esprits désireux d'en savoir davantage, je signale deux contributions tout à fait significatives du colonel Charles Dunlap : *The Origins of the American Military Coup of 2012*, et *Welcome to the Junta : The Erosion of Civilian Control of the U.S. Military* <sup>7</sup>.

L'argument principal de Dunlap prend en compte, non seulement le poids de l'armée, mais encore le fait qu'elle est la force la plus structurée, organisée et rationalisée des États-Unis à laquelle on demande d'intervenir dans une multitude de domaines qui ne sont pas de son ressort premier ; pourquoi donc ne succomberait-elle pas à la tentation de réguler l'ensemble du pouvoir.

Dans ces conditions une forme d'humour noir pourrait conduire à estimer que le lobby pétro-léo-militaro-industriel, qui s'est emparé du pouvoir à Washington au terme de l'élection discutée et discutable de Georges Walker Bush, aurait évité aux États-Unis de subir un coup d'État militaire puisque celui-ci était et demeure le candidat de l'armée et que, paradoxe de l'histoire, nombre de militaires américains de

---

<sup>6</sup> Pour en savoir un peu plus sur ce sujet, il faut commencer par lire le volume XVII n° 1 de la Revue Tocqueville / Tocqueville Review consacré au sujet, notamment les articles de James Burk : *Recent Trends in Civil-Military Relations* et Peter D. Feaver : *An American Crisis in Civilian Control and Civil-Military Relations ?*

<sup>7</sup> Le premier est paru in *Parameters* (winter 1992-1993) et le second in *Wake Forest Law Review* (vol. 29 N° 2)

haut rang sont aujourd'hui moins vindicatifs que celui qui affirme être « un président de guerre », héraut et héros d'une nouvelle croisade.

## L'avertissement d'Eisenhower

[Retour à la table des matières](#)

Le problème posé par Tocqueville demeure mais il a changé de dimension avec l'apparition du complexe militaro-industriel<sup>8</sup>. Le 17 janvier 1961, au moment de quitter le pouvoir le général Eisenhower adresse cet avertissement à la nation américaine :

*« Trois millions et demi d'hommes et de femmes travaillent directement pour le secteur de la défense. Nos dépenses annuelles pour la sécurité militaire dépassent le revenu net de l'ensemble des entreprises de notre pays.*

*La présence simultanée d'un énorme secteur militaire et d'une vaste industrie de l'armement est un fait nouveau dans notre histoire. Cette combinaison de facteurs a des répercussions - d'ordre politique, économique et même spirituel - perceptibles dans chacune de nos villes, dans les chambres législatives de chacun des États qui constituent notre pays, dans chaque bureau de l'administration fédérale. Certes, cette évolution répond à un besoin impérieux. Mais nous nous devons de comprendre ce qu'elle implique, car ses conséquences sont graves. Notre travail, nos ressources, nos moyens d'existence sont en jeu, et jusqu'à la structure même de notre société.*

*Dans les organes politiques, nous devons veiller à empêcher le complexe militaro-industriel d'acquérir une influence injustifiée, qu'il l'ait ou non consciemment cherchée. Nous nous trouvons devant un risque réel, qui se maintiendra à l'avenir : qu'une concentration désastreuse de pouvoir en des mains dangereuses aille en s'affermissant.*

---

<sup>8</sup> Sur cette question particulière des complexes militaro-industriels il convient de se reporter remarquables travaux de Castoriadis, notamment : *Devant la guerre*, (Fayard 1981) qui ne contredisent pas mais complètent en fonction de l'évolution historique les analyses de Tocqueville.

*Nous devons veiller à ne jamais laisser le poids de cette association de pouvoirs mettre en danger nos libertés ou nos procédures démocratiques. Nous devons nous garder contre le risque de considérer que tout va bien parce que c'est dans la nature même des choses. Seul un ensemble uni de citoyens vigilants et conscients réussira à obtenir que l'immense machine industrielle et militaire qu'est notre secteur de la défense nationale s'ajuste sans grincement à nos méthodes et à nos objectifs pacifiques, pour que la sécurité et la liberté puissent prospérer ensemble ».*

Le poids du lobby militaro-industriels est, contrairement au vœu d'Eisenhower, devenu prépondérant, d'abord dans l'affrontement de bloc à bloc, ce qui a finalement amené la ruine du bloc soviétique ce dont chacun pouvait raisonnablement penser que c'était une bonne chose ! Mais entre temps un président des États-Unis a été assassiné à Dallas au moment où il commençait à envisager de désengager son pays du Vietnam (il n'y avait encore que des « conseillers militaires » américains), et l'on continue à s'interroger sur le rôle, conjoint ou non, joué par la mafia et les services secrets américains dans cette affaire. La guerre du Vietnam aura coûté la vie à 58000 G.Is et à trois millions de Vietnamiens, mais l'industrie de guerre a réalisé pendant ces années des profits considérables !

Le 8 septembre dernier, le Sénat des États-Unis a voté un budget militaire de 470 milliards de dollars. Un tel budget représente, à lui seul, la moitié des dépenses mondiales et le double des dépenses de l'ensemble des autres pays de l'OTAN.

Qu'est-ce à dire, sinon que Bush est l'homme du lobby pétroléo-militaro-industriel, qui tient pour l'instant tous les rouages de la vie politique du pays où, par conséquent, la démocratie est, *de facto*, plus apparente que réelle. Mais il est vrai également que la vie politique américaine a connu bien des aléas comparables et que la démocratie a su se ressaisir, notamment en se débarrassant de la gangrène que représentait le maccarthysme. Cette fois pourtant, l'alerte est peut-être plus rude qu'elle ne le fut jamais.



Les Bush, les Cheney, sont ou ont été membres du directoire des groupes comme Carlyle et Halliburton ; les mêmes sont alternative-ment aux affaires et au pouvoir, mais l'objectif est toujours le même : faire prospérer l'industrie d'armement. Les moyens sont les mêmes : pour qu'il y ait retour sur investissement il faut que la situation soit grave, ou dite grave, ou rendue grave, pour justifier des dépenses considérables. Il faut également, pour le sérieux du propos que des conflits existent, que des soldats y soient engagés.

William Karel, qui a réalisé le film « *CIA guerres secrètes* », écrit : « *L'arrivée de Georges Bush Sr. au pouvoir va permettre à l'agence de trouver une nouvelle cible : l'Irak. La première guerre du golf verra une implication importante de la CIA. [...]* »

*Le documentaire se termine sur les magouilles de l'actuel pouvoir américain, avec Georges W. Bush, Franck Carlucci, Dick Cheney et les groupes Carlyle et Hallyburton. Ce sont, encore et toujours, les intérêts économiques de quelques sociétés privées qui dictent la politique américaine dans le monde... 9»*

Quant à l'entrée en guerre en Irak je laisse le lecteur juger de l'assertion suivante concernant la décision de l'administration Bush d'entrer en guerre : « *Il est assez attristant de voir des lecteurs céder à on ne sait quelle émotion et moquer/insulter les uns et les autres sans avoir fourni aucun effort. Comme cette assertion absurde que les néocons n'avaient pas intérêt [...] à la guerre d'Irak puisque celle-ci coûte 700 milliards... Comment ignorer que ces 700 milliards sont volés au taxpayer US et à l'épargne mondiale tandis que les néocons touchent les dividendes (en millions de dollars) de leurs actions dans Hallyburton et l'ensemble des sociétés du complexe militaro-industriel* ».

Aujourd'hui, nombre d'employés des services de renseignements, les *Whistle Blowers*, dénoncent les turpitudes de leurs chefs, notamment la collusion des États-Unis avec le Pakistan qui a permis à ce

---

<sup>9</sup> Voir la présentation du dvd sur le site : [http://www.dvdcritiques.com/critiques/dvd\\_visu.aspx?dvd=2375](http://www.dvdcritiques.com/critiques/dvd_visu.aspx?dvd=2375)

pays de se doter de l’arme nucléaire. La morale et la paix n’y trouvent pas leur compte, les affaires si <sup>10</sup>!

## En guise de conclusion

[Retour à la table des matières](#)

On ne voit malheureusement pas ce qui pourrait faire cesser la dérive actuelle de la démocratie américaine, d’autant plus que c’est le gigantesque budget militaire qui draine l’économie, comme dans les plus beaux jours (!) de l’Union Soviétique. Est-il possible, est-il suffisant d’en appeler au sens moral des citoyens ? Les Américains se sont engagés dans la lutte contre l’Allemagne nazie au nom des valeurs occidentales et ils ont accepté de payer le prix fort, mais aujourd’hui, alors que l’avenir de la planète est problématique, Bush refuse de signer l’accord de Kyoto parce que l’*American Way of Life* n’est pas négociable ! Il faut également prendre en compte la possibilité du déclin de l’Empire américain qui semble inéluctable si l’on suit l’argumentation d’Emmanuel Todd dans : *Après l’Empire*, mais bien malin est celui qui peut se projeter dans l’avenir pour en savoir le quand et le comment ; n’est pas Tocqueville qui veut ! Le problème qui se pose dans de nombreuses démocraties occidentales est celui du sursaut démocratique, mais aux États-Unis cette question prend des proportions d’une gravité sans précédent.

Ce qui est certain, en revanche, c’est que, tant que les budgets militaires américains seront aussi disproportionnés, les citoyens des États-Unis seront conduits – les naïfs sans le savoir, les cyniques en le sachant et en dissimulant la vérité sous un pseudo discours des valeurs – à engager (ou laisser s’engager) leur pays dans des actions militaires, peu importe le lieu, le temps et la cause. Il faut en effet, pour justifier de telles dépenses injustifiables et sans commune mesure avec l’effi-

---

<sup>10</sup> Voir par exemple l’affaire Sibbel Edmonds, présentée sur Canal+ le 19 septembre : « *Une femme à abattre* ».

cacité et la nécessité <sup>11</sup>, que le pays ait à se défendre, qu'il ait un ennemi, quel qu'il soit. Il faut également que le sang coule, celui des G.I.s, celui du pays que l'on attaque car si le sang n'était pas versé, rien ne justifierait la guerre, ni les moyens de la faire. Rien ne justifierait de tels budgets et ne permettrait de tels profits.

*Jean-Louis BENOÎT*  
*Le 11 septembre 2006*

---

<sup>11</sup> Le système mis en place suppose des dépenses considérables sans commune mesure avec l'efficacité à atteindre pour lutter contre le terrorisme. Les terroristes ont détourné les avions qu'ils ont précipités sur la World Trade Center avec des cutters (coûtant 1 ou 2 euros) ; les avions de combat qu'on n'a pas su/pu utiliser pour abattre les avions détournés coûtent dans les 65 000 000€, les avions furtifs beaucoup plus encore, mais ne sont d'aucune utilité pour lutter contre le terrorisme. En revanche, quels dividendes pour les actionnaires.